

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

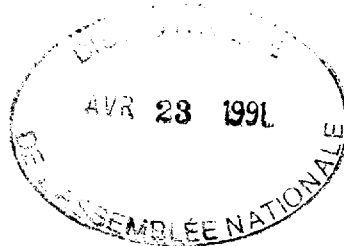
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 128

**Loi prolongeant le mandat de  
certains administrateurs des  
conseils régionaux et des  
établissements publics dans le  
domaine de la santé et des services  
sociaux**

---

**Présentation**



**Présenté par  
M. Marc-Yvan Côté  
Ministre de la Santé et des Services sociaux**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1991**

#### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet de prolonger le mandat de certains administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics visés par la Loi sur la santé et les services sociaux et de prévoir en conséquence que la procédure d'élection et de nomination, prévue par cette loi et les règlements pris pour son application, ne s'appliquera pas.*

*Le projet précise que cette prolongation pourra être renouvelée pour une période se terminant au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 1993. Il prévoit aussi la façon de combler une vacance et fixe au 1<sup>er</sup> avril 1991 la date de la prise d'effet de la loi.*

## Projet de loi 128

### **Loi prolongeant le mandat de certains administrateurs des conseils régionaux et des établissements publics dans le domaine de la santé et des services sociaux**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** Malgré toute disposition inconciliable de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) ou des règlements pris pour son application, le mandat d'un membre d'un conseil d'administration d'un conseil régional institué en vertu de cette loi ou d'un établissement public visé par cette loi est, s'il prend fin en 1991, prolongé jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1992 et la procédure d'élection ou de nomination prévue par ces dispositions législatives ou réglementaires ne s'applique pas.

Une telle prolongation peut être renouvelée par le gouvernement pour une période se terminant au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 1993. Le mandat des autres membres du conseil d'administration d'un conseil régional ou d'un établissement public qui, en application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, prendrait fin en 1992 se termine alors à la même date.

Si le poste d'un membre d'un conseil d'administration est vacant, la vacance est comblée pour la durée non écoulée du mandat par résolution des membres du conseil restant en fonction.

Le présent article ne s'applique pas à un directeur général.

**2.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) et a effet à compter du 1<sup>er</sup> avril 1991.